

**SUPERMARCHÉ MATCH**  
KILSTETT  
AUJOURD'HUI

**1 ACHETÉ = 1 GRATUIT\*** ORIGINE FRANCE  
POULET CERTIFIÉ PLEINE SAVEUR MAÎTRE COQ  
Prêt-à-cuire, blanc ou jaune - Alimentation  
70% céréales minimum - 5,99€ le kg  
\* la plus léger est offert.

**5€ le kg**

**STRASBOURG** Rentrée politique

# Ries à l'heure des choix

Le maire de Strasbourg, Roland Ries, ne cache pas qu'en cette période de recul de dotations de l'État, il va falloir faire des choix sur les projets à lancer aujourd'hui, et les autres qui devront attendre leur tour... au mandat suivant. Sous peine de surchauffe budgétaire. Et faire appel au privé pour certains projets comme le secteur des Deux-Rives ou le quartier d'affaires européen.

**C**ertains élus du conseil municipal ont choisi de faire leur rentrée politique en se versant un seau d'eau glacée sur la tête pour lutter contre la maladie de Charcot. Vous n'avez pas été nommé pour l'instant. Un regret ?

– (Sourire) Non, je n'ai pas été sollicité pour le Ice Bucket Challenge et je n'ai pas passé de consignes pour ne pas l'être. Mais quoi qu'il arrive, je ne le ferai pas. Je suis plus que critique sur une opération de ce genre. La cause est trop importante pour jouer à se faire connaître, tout en faisant œuvre humanitaire ou aider la recherche. Que chacun fasse en son âme et conscience ce qu'il estime devoir faire. Ce n'est pas faire preuve d'un courage extraordinaire et c'est sans doute très désagréable. Il y a d'autres façons de répondre. J'ai beaucoup apprécié le refus et la réponse de la comédienne Marlyse Riegenstiehl : elle protégeait sa perruque, mais pas seulement...

**« Prêt à discuter avec Calme Gutenberg s'ils renoncent à leurs méthodes »**

– **La problématique des nuisances sonores a rythmé l'été. Est-ce que cet épisode a ruiné tout le travail de la charte de la nuit ?**

– Il y a à l'évidence une exaspération grandissante liée à des situations qui deviennent intolérables. Des gens qui sont réveillés la nuit à 2 h, 4 h et 6 h du matin sont excédés. J'ai plus de mal à comprendre les méthodes utilisées par Calme Gutenberg, qui consiste à filmer des gens en état d'ébriété dans la rue. Je suis prêt à recevoir et discuter avec les responsables de cette association, qui ont déjà été reçus par Robert Herrmann au début de l'été. Mais qu'ils renoncent à ces méthodes qui posent problème.

– **Quelle est la solution ?**

– J'en ai avisé le préfet. Il faut intensifier les patrouilles, mais il n'y a pas de solution miracle. En raison notamment de loi sur le tabac. Auparavant, on pouvait s'adresser aux responsables des établissements pour insonoriser leur boîte. Aujourd'hui, le problème est dans la rue. Au mieux, on peut faire en sorte que les gens ne consomment pas d'alcool dans la rue et ne sortent pas avec leur verre, c'est une avancée de la charte de nuit. Les pouvoirs publics doivent gérer les conséquences d'un texte de loi qui est légitime et qui protège les clients de la fumée. L'une des solutions, c'est la médiation. L'autre, c'est la répression : les amendes ou le dégrèvement, en simplifiant si possible la procédure.

– **Certains élus ont-ils, par leurs réponses, jeté de l'huile sur le feu ?**

– Il y a eu un débat, des adjoints se sont exprimés, peut-être de manière excessive effectivement. Mais il y a aussi eu des associations qui ont contesté la méthode.

– **Thorbjørn Jagland, secrétaire général de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, va inaugurer la Foire européenne. Pourquoi ce choix plutôt qu'un haut responsable du gouvernement ?**



« On ne pourra pas tout faire sur un mandat, il faut prévoir un ordre de priorité avant le mois d'octobre », prévient Roland Ries, maire de Strasbourg. PHOTOS DNA – MICHEL FRISON

– La règle habituelle veut qu'on invite un ministre si possible de rang élevé, qui est en exercice... Heureusement que je n'ai pas invité Montebourg... J'avais un moment envisagé d'inviter Laurent Fabius [ministre des Affaires étrangères, NDLR]. Il a dû décliner l'offre. Je n'avais pas envie d'inviter un ministre qui est directement en rapport avec la réforme territoriale. Bernard Cazeneuve (ministre de l'Intérieur) était déjà venu, il y a deux ans. Donc j'ai invité M. Jagland, responsable d'une grande institution à Strasbourg.

– **La restructuration du PMC est en cours. Où en est le lancement du chantier du nouveau PEX ? Le tour de table financier est-il bouclé ?**

– Le projet du nouveau parc des expositions est un investissement de l'ordre de 150 millions d'euros. Une somme qui ne se trouve pas sous le sabot d'un cheval dans le contexte actuel.

**« Prévoir un ordre de priorité des investissements avant octobre »**

Pour ce projet, comme pour d'autres, on va devoir établir un ordre de priorité, qui n'est pas finalisé aujourd'hui. Ce sera fait d'ici le début des débats sur le prochain budget, c'est-à-dire au mois d'octobre au plus tard : il faudra que l'on ait les idées claires sur les investissements prioritaires. Cela concerne le PEX, les extensions du tram, les projets du secteur des Deux-Rives et les équipements de proximité : les centres socioculturels, équipements de quartier, crèches, écoles. Soit l'ensemble des investissements. On ne pourra pas tout faire à l'intérieur du mandat qui vient.

Il faudra que l'on se positionne en tenant compte des retraits de l'État pour la période de 2013 à 2017, soit la moitié du mandat, sur un recul de l'ordre de 19 millions d'euros de la dotation globale de fonctionnement. Ce qui représente huit points de fiscalité. On va donc établir un programme de ce qu'on lance, ce que l'on retarde de façon à sortir d'une certain

ne surchauffe d'investissement. On était à près de 125 millions d'euros dans le dernier budget pour la Ville de Strasbourg – contre 250 millions pour la CUS.

**« 19 millions d'euros de l'État » de dotations en moins en cinq ans**

– **Comment est-on arrivé à cette surchauffe ?**

– Les projets ont mûri et arrivent aujourd'hui à terme tous en même temps, c'est ce qui explique cette surchauffe. Il va falloir qu'on redescende à un niveau assez substantiellement en dessous de celui qu'on a atteint en fin de mandat. Si l'on ne veut pas un effet négatif sur la croissance potentielle, il faudra faire appel, sur un certain nombre d'opérations, à des

investissements privés pour compenser des retraits publics, c'est inévitable. Cela ne concernera pas les équipements publics, mais par exemple le secteur des Deux-Rives ou celui à venir de la Citadelle. Il s'agira de dégager du foncier pour que des partenaires privés puissent, à l'intérieur du périmètre, construire du logement, des équipements, peut-être d'intérêt public, comme une maison de retraite - et qui se financent par des prix de journée.

– **Le quartier d'affaire européen entre-t-il dans le cadre-là ?**

– Absolument. Le Maillon sera une opération publique, mais l'essentiel, en particulier la construction de bureaux, comportera un investissement privé. Ce plan de mandat est nécessaire quand l'autofinancement, c'est-à-dire la part du fonctionnement que l'on reporte sur l'investissement, est en réduction. Il faudra, en outre, être plus rigoureux que par le passé dans la gestion des personnels, en évitant les doublons éventuels.



« Une fois qu'un arbitrage est rendu, il faut que tout le monde s'y tienne, même ceux qui ont des réticences, sinon ce n'est pas gérable. »

– **Les années post-électorales sont celles où l'on augmente l'impôt. Y songez-vous ?**

– Aujourd'hui, les concitoyens acceptent de plus en plus difficilement les augmentations fiscales. Ce qui ne les empêche pas d'avoir des demandes fortes. Ces choix fiscaux, nous allons les annoncer aussi avec la majorité communautaire qui a son mot à dire aussi. L'épreuve de vérité va venir à ce moment-là pour la grande coalition à la CUS. L'acte majeur, c'est le budget.

**« Pas d'extension du périmètre du stationnement payant, ni de casino pour l'instant »**

– **Le périmètre du stationnement payant sera-t-il élargi pour rentrer des nouvelles ressources ?**

– Il n'y a pas, aujourd'hui, de projet d'extension de stationnement payant. C'est vrai que des riverains demandent à l'étendre : ce sont ceux qui sont à la limite du payant, parce que c'est là que se concentrent ceux qui ne veulent pas payer leur stationnement.

Le stationnement payant dans les zones périphériques ne constitue pas une source de revenus considérable. Et puis, il y a des coûts en investissement et en personnels. Le débat sur le casino va ressortir aussi, certains disent que cela rapporte beaucoup. Tout cela sont des supputations. Si des propositions sont faites, on les examinera.

– **Deux lignes politiques existent au sein du gouvernement, comme dans votre exécutif. Y a-t-il un risque de déséquilibre dans votre majorité ?**

– Je soutiens la politique de Valls sur le fond, même si j'ai eu une interrogation sur la forme [lire en page 13, NDLR]. Il ne peut y avoir d'expression publique d'un désaccord sur des questions qui ont été débattues en interne. Je suis un social-démocrate : j'accepte que le marché constitue le moteur de l'économie. Mais le marché doit être encadré parce qu'il est aveugle. C'est ça, la base : une position d'équilibre entre le marché et la loi. Mais si l'on veut redistribuer les fruits de la croissance, en particulier à ceux qui sont le plus dans le besoin, il faut de la croissance. J'ai désapprouvé l'intervention de Montebourg sur le fond comme sur la forme.

Dans mon équipe, j'ai des gens qui se disent à la gauche de la gauche du PS, des gens qui sont de la société civile, et j'ai une majorité qui est sur une position que je viens d'indiquer. La seule chose que je leur demande, c'est qu'une fois qu'un arbitrage est rendu, il faudra que tout le monde s'y tienne, même s'ils ont des réticences, sinon ce n'est pas gérable.

**« Une société locale créée pour la piscine de la Victoire »**

Cela se traduit aussi par les décisions en matière de politique municipale : on l'a vu sur la piscine de la Victoire, un dossier que nous allons ressortir, car la piscine se dégrade. On va créer une société locale spécifique, qui permettra de faire la distinction entre ce qui concerne la piscine et les douches d'un côté, et tout ce qui concerne le fitness et le bien-être de l'autre. La piscine sera publique au même tarif que les autres piscines. Et pour les activités connexes ou annexes, il y aura recours au financement privé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE DOSSMANN ET JACQUES FORTIER